

LA CONCEPTION DU POUVOIR POLITIQUE DE PLATON A NOS JOURS

Dr José Constant ZEKEMA
Enseignant-chercheur en philosophie politique
UNIVERSITE DE BANGUI

Submitted: 2022-03-31

valued: 2022-06-19

validated: 2022-06-30

RESUME :

Tout au long de son ouvrage, *La République*, Platon a dénoncé les excès de l'oligarchie, où les riches dominent les pauvres, et ceux de la démocratie, où les pauvres tentent de dominer les riches. Pour cette raison, Platon va devoir proposer un régime original : la timocratie, un régime où la population serait divisée en classes sociales strictement délimitées, ayant chacune des prérogatives. Mais de l'avis de Diogène Laërce, Platon aurait pris à Socrate sa pensée politique. Il admit que Socrate était un fervent défenseur de l'aristocratie, un régime constitué uniquement des élites ou des meilleurs. Platon, sous l'influence de la pensée de son maître Socrate, a fini par opter à son tour pour l'aristocratie.

Il est question, dans cette étude, de rappeler les circonstances qui ont déterminé l'entrée de Platon en politique. Or, pour Platon, l'oligarchie était radieuse, et la démocratie bête. Que faire ? S'abstenir ? C'est impensable dans un contexte de cité. Alors ? Philosophier. Autrement dit, chercher à asseoir la pratique sur des vérités offrant toutes garanties ; et c'est d'elle qu'il s'agit maintenant pour Platon de découvrir.

Mots clés : « pensée politique », Platon, philosophie, pouvoir.

ABSTRACT

No available

Keywords : *political thought, Platon, philosophy, authority.*

Si cet article vous intéresse, vous pouvez le [télécharger gratuitement](#) ici.

INTRODUCTION

Tout au long de son ouvrage devenu classique, *La République*, Platon a dénoncé les excès de l'oligarchie, où les riches dominent les pauvres, et ceux de la démocratie, où les pauvres tentent de dominer les riches. Pour cette raison, Platon va devoir proposer un régime original : la timocratie, un régime où la population serait divisée en classes sociales strictement délimitées, ayant chacune des prérogatives. Mais de l'avis de Diogène Laërce, Platon aurait pris à Socrate

Pour citer cet article : ZEKEMA J.C., 2022, « La conception du pouvoir politique de Platon à nos jours », *Annales de l'Université de Bangui*, série A, n° 17, juillet [En ligne : www.surandara-ub.org/annales/]

sa pensée politique. Il admit que Socrate était un fervent défenseur de l'aristocratie, un régime constitué uniquement des élites ou des meilleurs. Platon, sous l'influence de la pensée de son maître Socrate, a fini par opter à son tour pour l'aristocratie.

Or, pour Platon, l'oligarchie était radieuse, et la démocratie bête. Que faire ? S'abstenir ? C'est impensable dans un contexte de cité. Alors ? Philosopher. Autrement dit, chercher à asseoir la pratique sur des vérités offrant toutes garanties ; et c'est d'elle qu'il s'agit maintenant pour Platon de découvrir. Au fait, le but primordial de Platon était de parvenir à la fondation d'une cité juste et parfaite. Or, comme on ne peut trouver une telle cité ni dans l'histoire, ni dans la réalité présente, il convient alors de la fonder de toutes pièces en imagination. En d'autres termes, la méthode qu'a utilisée Platon est une méthode utopique fondée sur la philosophie. Pour lui, toute une partie de la vie quotidienne repose sur l'opinion la plus large. On se débrouille avec ce qui vient de sens, sinon toujours très sûrement, du moins suffisamment. D'où nécessité de bien fonder nos conduites sur des connaissances a-primitives, conjecturables, c'est là que les contradictions gênent le moins.

1. Les fondements de la pensée politique de Platon

De l'avis de certains penseurs, il ne fait aucun doute que les premiers pas de Platon dans la politique furent accueillis par le régime oligarchique. Un régime de terreur imposé par Sparte pendant neuf mois, à partir de 403 av. J.C, jusqu'à la fin de la guerre du Péloponnèse. Platon était en relation étroite avec le régime oligarchique mais déçu à cause de quelques défaillances liées aux caractéristiques de ce régime parmi lesquelles on peut relever : la négligence de l'âme au profit du corps dans l'éducation, la politique-amabilité des femmes...

Au livre VIII de *La République*, il procède par une critique de ce régime en ces termes : « De tels hommes seront avides de richesse, comme les citoyens des Etats oligarchiques ; ils adorent farouchement, dans l'ombre, l'or et l'argent, car ils auront des magazines et des trésors particuliers, ou ils tiendront leurs richesses cachées, et aussi des habitations entourées des murs, véritables nids privés, dans lesquels ils dépenseront l'argent pour des femmes et pour qui bon leur semblera... Ils seront doués, avares de leur argent, parce qu'ils le vénèrent et ne la possèdent pas au grand jour, et par ailleurs profitent du bien d'autrui pour satisfaire leurs passions. Ils cueilleront les plaisirs en secret, et, comme des enfants aux pères, ils se déroberont aux regards de la loi : conséquence d'une éducation fondée sur la persuasion mais sur la contrainte, où l'on a négligé la véritable muse, celle de la dialectique et de la philosophie et fait plus grand cas de la gymnastique que la musique (...) »

Tout au long de son ouvrage, Platon a donc dénoncé les excès de l'oligarchie, où les riches dominent les pauvres, et ceux de la démocratie, où les pauvres tentent de dominer les riches. Pour cette raison, il va devoir proposer un régime original : la timocratie, un régime où la population serait divisée en classe sociale strictement délimitées, ayant chacune des prérogatives. Mais de l'avis de Diogène Laërce, Platon aurait pris à Socrate sa pensée politique. Il admit que Socrate était un fervent défenseur de l'aristocratie, un régime constitué uniquement des élites ou des meilleurs. Sous l'influence de la pensée de son maître Socrate, Platon a fini par opter à son tour pour l'aristocratie.

A l'instar de Socrate, c'est donc sur la question du bien que va reposer la philosophie politique de Platon, question qui touche tant aux conduites humaines individuelles qu'à l'éducation. En effet, pour Platon il n'y a pas de vertu que l'on pourrait acquérir de manière individuelle, et la philosophie elle-même est une activité de la pensée qui suppose toujours une éducation et des conditions politiques qu'il faut définir. La philosophie politique est, pour Platon, inséparable de la philosophie morale comme dans toute la philosophie grecque ancienne. Platon est le premier philosophe à désigner à la politique le but de prendre soin de l'âme des citoyens par le moyen de l'éducation. Pour cette raison, politique et la science du bien général, et elle est donc supérieure à toutes les sciences et techniques. C'est pourquoi Platon la qualifie de technique royale. C'est donc pour cette raison que l'âme va occuper une place de choix dans la vision politique de Platon. En d'autres termes, selon lui, la politique a pour point départ et pour finalité l'âme, qu'il convient donc d'examiner.

En effet, le mot « âme » est le bien de celui qui revient le plus fréquemment dans les dialogues de Platon, en particulier dans *Phèdre. La république et Phèdre*. Dans les rares dialogues où il n'est pas employé, on trouve toujours un ou plusieurs discours y faisant allusion. Malgré l'omniprésence de ce terme, Platon n'en a jamais donné de définition complète. En revanche, il en a donné des descriptions nombreuses et variées, qui privilégient chacune telle ou telle qualité ou propriété. Ainsi, à défaut de pouvoir fournir une définition précise de l'âme chez Platon, il est possible d'établir une classification de ces descriptions. Néanmoins, certaines propriétés semblent plus essentielles que d'autres. C'est le cas de la conception de l'âme comme principe de mouvement : « Toute âme est immortelle. Tout ce qui se meut soi-même est immortel » et de la pensée : « ce qui porte le nom d'âme ; quelle est la définition ? (...) Le mouvement qui est capable de se mourir lui-même. »

Cette représentation de l'homme marionnette, c'est-à-dire comme une réalité vivante, qui n'est pas par nature, guidée par la raison, justifie pour Platon le rôle de la politique : l'âme en effet a besoin d'être éduquée, pour être en mesure de réaliser son bien ; et cette éducation passe par les lois conçues comme un discours rationnel que la cité adresse aux citoyens.

Cette présentation anthropologique explique que la recherche de la meilleure constitution soit le principal souci de Platon : le but d'une cité bien constituée est de faire mener à ses citoyens une vie conforme ou bien une vie heureuse, et qui ne peut se réaliser qu'en fonction de l'état de l'âme dans une vie commune. L'âme est ainsi toujours la finalité des spéculations tant politiques que métaphysiques selon Platon. La politique est alors conçue comme une technique qui, dans un territoire donné, et face à des éléments hétérogènes, doit prendre soin de réaliser l'unité de la cité, en la dotant d'un régime politique (*politéia*, également traduit par constitution). Ce besoin de l'unité, c'est la philosophie, et le « philosophe est celui qui, de droit, va gouverner la cité ».

La recherche de ce régime constitue donc l'essentiel de *la République*, et des lois, mais les dialogues socratiques témoignent déjà de l'orientation politique de Platon, puisqu'il s'y livre à des critiques violentes des rhéteurs. Cette recherche concerne d'emblée toutes les formes de citées existantes, tant démocratiques qu'aristocratiques, les dissensions qui affectent les citées réelles. Ces dissensions entre des partis, entre les classes, sont aux yeux de Platon un symptôme

de corruption, et l'on ne saurait donc pour tenir pour politique, des régimes qui ne peuvent parvenir à faire vivre ensemble des citoyens.

C'est ainsi que dans *La République* Platon s'est engagé dans la recherche de la définition de la justice. Cherchant cette définition au niveau de la cité, il étudie la réparation des fonctions en son sein, pour montrer que le meilleur régime ne dépend pas tant de tel groupe de la cité, considérée comme un tout. La cité juste est ainsi composée des trois groupes : les gouvernants, les gardiens, les producteurs. A chaque groupe correspond particulièrement une vertu, mais tous les groupes ne possèdent pas une seule et unique vertu : si les gouvernants possèdent la vertu de sagesse, ils sont aussi tempérants et courageux ; les gardiens sont courageux, mais également tempérants, et puisque les gouvernants sont choisis dans ce groupe, les gardiens reçoivent aussi une éducation à la sagesse ; enfin, les producteurs, c'est-à-dire le plus grand nombre, possèdent la vertu de tempérance.

Cette recherche du meilleur régime va donc déboucher sur la classification des régimes politiques. C'est donc dans *La République* que Platon décrit la manière dont on passe d'un régime politique à un autre. Cet enchaînement, précisons-le, n'a pas pour Platon, une valeur historique, mais il s'agit simplement de présenter une succession essentiellement logique. Platon en distingue donc cinq :

- L'aristocratie, le gouvernement des meilleurs, le seul régime parfait selon lui, qui correspond à l'idéal du « philosophe-roi », réunissant pouvoir et sagesse entre ses mains. Ce régime est suivi de quatre autres imparfaits.
- La timocratie, régime fondé sur l'honneur ;
- L'oligarchie, régime fondé sur la richesse ;
- La démocratie, régime fondé sur la l'égalité ;
- La tyrannie, régime fondé sur le désir ; ce dernier régime marque la fin de la politique, puisqu'il abolit les lois.

Ce déséquilibre dans la cité par laquelle on passe d'un régime à un autre, correspond au déséquilibre qui s'inscrit dans la hiérarchie entre les parties de l'âme. De même qu'une vie juste suppose que le « *noûs* » gouverne le « *thumos* » et que celui-ci contrôle l'« *épithumia* », la cité juste implique le gouvernement des philosophes, dont le « *noûs* », la raison, est la vertu essentielle. Au contraire, le régime timocratique correspond au gouvernement du « *thumos* », le courage et l'ardeur guerrière, vertus essentielles des soldats, ou gardiens de la cité, et le régime tyrannique à celui de l'« *épithumia* » : la tyrannie est donc un régime où seules dominent les passions du tyran. Ainsi apparaît la conception politique de Platon. Qu'en est-il de son objet ?

2. L'objet de la politique de Platon

Si donc pour Platon la politique est conçue comme une science, il lui faut nécessairement un objet de cette science autour de laquelle elle peut s'articuler. C'est dans ce souci que Platon fera de la justice l'objet de la politique.

Située le plus souvent à la frontière de l'éthique, la notion de justice, s'assimile à un principe d'arbitrage, d'impartialité dans le partage. Elle renvoie d'emblée à la droiture, la légitimité,

l'égalité. Elle se veut conduite, attitude conforme aux règles, aux lois, aux normes. Elle conduit à certain principe et singulièrement, au respect des droits de chacun. A ce titre, la justice apparaît comme une valeur, une vertu, un sens d'où émane la légitimité.

Pour le penseur grec de l'Antiquité, la justice est une réalité qui ne concerne pas seulement l'homme ou les rapports humains, mais aussi l'univers en général. Elle renvoie à la notion de l'ordre et de l'harmonie du cosmos, en vertu de laquelle toute chose a une place et remplit une fonction particulière. La justice liée ainsi à l'homme et à la société n'est qu'une partie de la justice universelle. Platon la reçoit comme une réalité capable de maintenir la santé de l'homme, son équilibre, son harmonie psychologique et intellectuelle. En d'autres termes, la justice est pour Platon, l'expression de l'ordre social, c'est-à-dire de l'équilibre réalisé par la conservation de la hiérarchie naturelle propre à chaque société.

Au livre N de *La République*, Platon met aux prises Socrate et Adimante. De cette conversation Socrate concevait la justice comme n'étant rien d'autre que le principe de la division du travail et de la spécialisation des fonctions. Que chaque classe accomplisse la tâche qui lui est assignée, et que le recrutement est la condition même des autres vertus. Génératrice d'ordre et de force, elle est à l'origine de tout progrès moral.

A ce titre, la justice a une fonction sociale qui est d'introduire et d'imposer un ordre social rationnel dans le monde ou règne avant tout le désordre des volontés individuelles. Cette idée a été mise en exergue par Platon même, dans *la République*, à travers « le mythe de l'agneau de Gygès » en ces termes : « personne n'est juste volontairement mais par contrainte, la justice n'étant pas un bien individuel, puisque celui qui se croit capable de commettre l'injustice la commet. Tout homme, en effet, pense que la justice, et le pense avec raison d'après le partisan de cette doctrine ».

La fonction de la justice est donc capable d'harmoniser la société selon la loi de la primauté du supérieur sur l'inférieur. Car la force que contient chaque citoyen dans les limites de sa propre tâche, concourt pour la vertu d'une cité. La justice, dans ce cas, consiste à ne de tenir que les biens qui nous appartiennent en propre et à n'exercer que notre propre fonction.

Cependant, la justice ne se réduit pas à la simple conformité des normes propres à chaque catégorie sociale, elle est surtout conformité à des règles idéales, c'est-à-dire à un ordre fondamental au quel doit préalablement s'accorder tout système de règles accordées par les hommes. L'ordre dont parle Platon est donc un ordre moral. Ainsi ; l'homme n'est juste que parce qu'il respecte la morale ; la cité est juste parce que la morale précède et fonde l'ordre social qui garantit la justice.

Mais comment alors, Platon entend-il réaliser cet idéal politique ? N'est-ce pas par la méthode philosophique ?

3. Méthode fondée sur la philosophie

Il est souhaitable de se fixer d'avance à l'esprit qu'il n'y a jamais une action efficace sans méthode claire et précise, élaborée pour la circonstance. Autrement dit, toute pensée de fin requiert nécessairement celle des moyens susceptibles à leur réalisation. C'est donc ce souci qui a animé Platon, lorsqu'il a fini d'élaborer son système politique. Il s'agit au fait d'identifier

la méthode qu'il a utilisée pour concevoir ce système. Ensuite le type ou le modèle d'homme appelé à diriger la cité et, enfin, le régime politique qui lui est convenable.

Il n'est pas question de rappeler ici les circonstances qui ont déterminé l'entrée de Platon en politique. Mais disons tout de même que la mort de Socrate constitua pour lui, un scandale insoutenable. En effet, selon lui, la cité a tué « l'homme le plus sage, le plus juste de son temps » ; elle a éliminé le seul pédagogue qui eût été capable, parce que raisonnable, d'imposer une règle, tout à l'impérialisme des grands qu'aux voracités élémentaires de la masse. En buvant donc la ciguë, Socrate démontre qu'un homme seul ne peut pas sauver sa patrie : ou bien il s'aliène dans une partie, il succombe. Or, pour Platon, l'oligarchie était radieuse, et démocratie bête. Que faire ? s'abstenir ? C'est impensable dans un contexte de cité. Alors ? Philosopher.

Au fait, le but primordial de Platon était de parvenir à la fondation d'une cité juste et parfaite. Or, comme on ne peut trouver une telle cité ni dans l'histoire, ni dans la réalité présente, il convient alors de la fonder de toutes pièces en imagination. En d'autres termes, la méthode qu'a utilisée Platon, est une méthode utopique fondée sur philosophie. Pour lui, toute une partie de la vie quotidienne repose sur l'opinion. On se débrouille avec ce qui vient de sens, sinon toujours très sûrement, du moins suffisamment. D'où nécessité de bien fonder nos conduites sur des connaissances à priori conjecturables, c'est là que les contradictions gênent le moins.

Il ressort de cette idée que nous sommes dans le devenir, et nous n'y appréhendons qu'une infinité d'apparences. Elles sont apparences de quelque chose de bien réel, dont elles ne nous livrent que des vues partielles, incomplètes, changeantes, bref dont on ne peut qu'avoir une série d'opinion, plus ou moins solides, plus ou moins bonnes, mais opinion toujours, au sein de cette multiplicité qui est notre loi. Quel est donc la modèle d'homme appelé à diriger.

4. Le modèle du Roi-sage

Pour Platon, le gouvernement de la cité idéale doit nécessairement être assuré par les philosophes, pour la bonne raison qu'eux seuls connaissent le vrai et le bien. En effet, les philosophes sont souvent considérés comme ceux qui sont des esprits de la science sous sa forme universelle, et non une science particulière, comme il souligne ici en ces termes : « ils aiment la science tout entière, ne renonçant volontiers à aucune de ces parties, petit ou grand, honoré ou méprisé ».

De cette idée, il ressort que les philosophes sont les gouvernants par excellence, ceux qui sont naturellement disposés à prendre les rênes du pouvoir dans la cité parce que possédant les atouts nécessaires et indispensables. Il s'agit entre autres de la science, c'est-à-dire du savoir en général. Par son amour ardent de connaissance, le philosophe est capable de transcender l'apparent réel pour le véritable, c'est-à-dire le réel en soi : il aime la science « parce qu'elle peut lui faire connaître l'essence éternelle qui n'est point soumise aux vicissitudes de la génération et de la corruption ». Comme tel, il n'exerce pas le pouvoir pour une fin quelconque mais pour le bien de tous, c'est-à-dire pour l'intérêt général car il maîtrise ses tenants et ses aboutissants, ce qui le prédispose au coup de la corruption, du mensonge, de la haine, de la culpabilité et de l'iniquité.

Cependant Platon prend soin de préciser que ce ne sont pas tous les philosophes qui sont aptes à exercer le pouvoir dans la cité, mais seulement ceux qu'il qualifie de « naturel » à la différence des pseudo-philosophes qui « errent dans la multiplicité des objets changeants », c'est-à-dire « qui sont privés de la connaissance de l'être réel de chaque chose, qui n'ont dans leur âme aucun modèle lumineux, ni ne peuvent, à la manière des peintres, tourner leurs regards vers le vrai absolu ». Le « naturel » philosophe est celui qui peut « atteindre à la connaissance de l'immuable », c'est-à-dire « joindre l'expérience à la spéculation ».

De l'idée ci-haut énoncée, la recherche de l'excellence dans la gouvernance de la cité, constitue le souci majeur de Platon. C'est pourquoi, le principal but de sa politique reste et demeure l'éducation. Or pour éduquer, il faut nécessairement connaître. Pour cette raison, la tâche d'exercice du pouvoir revient de droit aux philosophes, c'est-à-dire à ceux qui sont les plus instruits des moyens de bien gouverner un Etat, et qui ont d'autres honneurs préférables à celui de l'homme public. Il ne fait aucun doute pour Platon qu'un Etat bien gouverné est et demeure celui dans lequel « seuls commanderont ceux qui sont vraiment riches, et non pas d'or, mais de cette richesse dont l'homme a besoin pour être heureux ; une vie vertueuse et sage ». Or, ceux qui répondent avec satisfaction à cette condition sont les philosophes. Mais pour qu'ils parviennent à s'acquitter avec plus de satisfaction et d'efficacité de cette tâche, il leur faut recevoir une éducation, c'est-à-dire les faire « monter vers la lumière comme certains sont montés, dit-on, de l'Hadès aux séjours des dieux ». Autrement dit, il s'agira d'opérer en eux la conversion de l'âme d'un jour aussi ténébreux que la nuit vers le jour véritable, c'est-à-dire de les élever jusqu'à l'être.

Pour Platon, la science du calcul et des nombres est une « étude commune qui sert à tous les arts, à toutes opérations de l'esprit et à toutes les sciences et qui est une des premières aux quelle tout homme doit s'appliquer. », pour la simple qu'aucun art, aucune science ne peut s'en passer ». Quant à la géométrie, cette science qui « a pour objet de connaissance de ce qui est toujours et non de ce qui naît et périt », sa pratique est nécessaire car « elle attire l'âme vers la vérité, et de développe en elle cet esprit philosophique qui élève vers les choses d'en haut les regards que nous abaissons à tort vers les choses d'ici-bas ».

Enfin, pour lui, la dialectique est le couronnement ou le point d'achèvement de toutes les sciences ; elle précède l'âme jusqu'à la plus haute excellence de tous les êtres. ». La méthode dialectique est donc la seule qui, rejetant les hypothèses, s'élève jusqu'au principe même pour établir solidement ses conclusions et qui vraiment, tire peu à peu l'œil de l'âme de la fange grossière où il est plongé et l'élève vers la région supérieure, en prenant comme anti liane et comme aides pour cette conversion les arts énumérés. Il est donc impérieux que celui qui doit gouverner la cité et trancher les plus importantes questions, s'applique particulièrement à recevoir cette éducation d'être capable d'interroger et de répondre de la manière la plus savante possible.

Telles sont les principes science correspondant à l'éducation du gouvernant ou philosophe-roi propose Platon. Qu'en est-il de Kant, Machiavel, Spinoza et autres représentants de l'autre conception du pouvoir politique ?

5. Conception du pouvoir politique selon d'autres philosophes

Si le modèle politique proposé par Platon est une réponse à l'injustice qui a entraîné la mort de son maître Socrate, il y a lieu de souligner qu'il est encore loin d'être le modèle le plus parfait qui conviendrait à l'espèce humaine.

Kant, à la suite d'autres auteurs – Aristote, Machiavel – s'est fait inscrire en faux contre ce modèle qu'il juge trop idéal, fantastique voire tout simple utopique. Si pour Platon la politique consiste à prendre soin de l'âme des citoyens, par le moyen de l'éducation, Aristote la concevra comme la recherche des plus fines, des plus hautes de l'homme, en tant qu'animal politique, dans le cadre de la cité dont la fin n'est pas seulement de pouvoir vivre, mais surtout de bien vivre, d'avoir une vie heureuse, c'est-à-dire vertueuse.

Ne proposant aucune forme de gouvernement idéal, ni un modèle des constitutions valant absolument, partout et toujours, Aristote a fait preuve de réalisme politique et a critiqué la conception politique de Platon en ces termes : les philosophes ne peuvent être rois et gouverner la cité car la sagesse ne peut s'appliquer aux affaires humaines qui sont contingentes, particulières, naturelles, soumises au temps et au changement, à l'indéterminé, à l'*apeiron*, et ne peuvent relever de la sagesse qui porte sur le vrai, le parfait mathématisable et l'universel, c'est-à-dire la réalité idéale. La politique comme *praxis* doit viser à rationaliser autant que cela se peut une réalité imparfaite par essence, en délibérant sur ce qui est possible de réaliser selon les circonstances. En patriarche dévoué et intègre, Aristote a œuvré sans relâche pour protéger son pays des dangers qui le menaçaient. Il faut plutôt chercher du côté de ce qui fut son idée centrale : doter l'Italie d'un Etat véritable. De là sa rupture, avec la pensée politique passée et l'incompréhension qui en découlait.

Machiavel, affirme, exemples à l'appui, qu'aucune communauté politique n'est viable si elle n'établit pas solidement l'ordre à l'intérieur et la sécurité à l'extérieur. Il faut pour cela, selon lui un Etat capable de tenir debout comme l'indique l'étymologie du mot *Etat-Stato* en Italien que Machiavel a été le premier à l'employer dans sens moderne. Si pour les anciens, la finalité de la politique était d'offrir à l'homme un cadre favorable à l'épanouissement de sa nature éminemment sociable, Machiavel préfère supposer les hommes méchants et sociaux par instincts. Le bien et le mal ne sont plus des absolus mais des moyens qu'il faut savoir employer avec habileté. Ainsi le prince peut faire un bon usage mal quand, par un acte de cruauté biens choisi, décourage ses adversaires. Et inversement, il peut faire un mauvais usage du bien, comme lors qu'il est généreux sans profit.

L'auteur du Prince affirme contre l'auteur de la République : « beaucoup, en effet, se sont imaginé des Républiques et des principautés que jamais personne n'a vues ni connues réellement. Mais la distance est si grande entre la façon dont on vit et celle dont devrait vivre, que quiconque ferme les yeux sur qui est et ne voit que ce qui devrait être, apprend plutôt à se perdre qu'à se conserver ; recevoir ; car si tu veux en tout et toujours faire profession d'homme de bien parmi tant d'autres sont la contraire, ta perte certaine ».

Machiavel repousse ici comme utopique l'attitude des philosophes pour qui la théorie politique consiste à former le projet d'une société. Cette allusion vise Platon au-chef qui affirme dans la

République que dans une cité juste, le pouvoir politique devrait être exercé par les Rois-philosophes armés de la connaissance des réalités supérieures et en particulier de l'idée de justice. Pour Machiavel, en revanche, la pensée politique doit prendre appui sur la connaissance positive des réalités de la vie des hommes en société. La question politique centrale ici est la prise du pouvoir et de sa conservation ; elle néglige toute considération morale : le dirigeant doit se soucier du mécanisme du pouvoir et de norme éthique qui prétendraient les régler. C'est donc la condamnation de toute entreprise utopique fondatrice de cette idée idéale.

Un siècle plus tard, cette idée sera reprise en des termes voisins par Spinoza : « Les philosophes conçoivent les passions qui nous tourmentent comme des vices dans lesquels les hommes tombent par leurs propres fautes. C'est pourquoi ils ont coutume d'en rire, de les déplorer, de réprimander et même de les dénoncer aux hommes de Dieu comme s'ils valent plus pieux que les autres ; ils croient ainsi accomplir une œuvre agréable à Dieu et atteindre le sommet de la sagesse lorsqu'ils ont appris à faire voler une nature humaine qui n'existe nulle part et à flétrir par leurs discours celle qui existe réellement. Ils conçoivent les hommes en effet non comme ils sont, mais comme ils voudraient qu'ils fussent : la conséquence en est que, pour la plupart au lieu d'une éthique, ils ont écrit une satire et n'ont pas conçu un système politique qui puisse être appliqué pratiquement ; le système politique qu'ils conçoivent doit être établi dans un pays d'utopie ou dans l'âge d'or des poètes où l'on en n'a pas du tout besoin. »

Cet écho favorable de Spinoza à l'égard de Machiavel contribue à renforcer de manière efficace l'influence de son ouvrage considéré dorénavant comme un véritable manuel à l'usage des théoriciens du pouvoir politique. Il se soucie du réalisme politique consistant à établir un désaccord entre la morale et la politique, amorcé par Machiavel, est une objection à l'endroit du modèle politique platonicien. Ceci est d'autant plus intéressant que Kant va aussi s'y inscrire.

Né Königsberg en Avril 1724 dans un piétiste fort modeste, Kant inaugure un moment nouveau de la philosophie : il substitue à l'anthologie dogmatique vue voisin de la philosophie conçue comme réflexion critique sur les bases du savoir, lequel n'a pas d'autre fondement que le sujet lui-même. D'une œuvre extrêmement abondante à caractère encyclopédique, Kant s'intéresse à tout : le beau, la science ; la politique, le droit, les révolutions américaines et françaises, le tremblement de terre de Lisbonne et les maladies de tête, etc. Sa pensée politique s'articule pour l'essentiel autour de la question que de l'accord ou du désaccord entre la philosophie et la politique. C'est dans le projet de paix perpétuelle qu'il aborde de façon frontale cette question.

D'ailleurs pour Aristote la politique s'impose à l'homme, considéré comme un animal politique voire civique, plus social sur les autres animaux. La vie en communauté lui est donc apparue comme fondamentale par la simple raison qu'il est impossible à l'homme de se suffire : « quiconque n'a pas besoin des autres hommes, on ne peut se résoudre à rester avec eux, est un Dieu ou une brute » a-t-il écrit dans la politique. A ce titre, concevrait le vivre-ensemble ou la politique commun fait naturalité est soulignée de manière suivante : « L'Etat, ou société politique est même le premier objet que s'est proposée la nature. ».

S'inscrivant dans la même dynamique, Kant pensera que l'homme est un animal qui a besoin d'un maître. Et comme tel, la racine de la politique réside dans la nécessité d'élever l'homme à l'universalité : dans l'idée d'une histoire universelle du point de vue cosmopolitique, il affirme :

L'homme est un animal qui, du moment où il vit parmi d'autres individus de son espèce, a besoin d'un maître car il abuse à coup sûr de sa liberté à l'égard de ses semblables ; et, quoique, entant que créature raisonnable, qu'il y ait une loi qui limite parfois la liberté de tous, son penchant animal à l'égoïsme l'incite toutefois à se réserver dans toute la mesure du possible, un régime d'exception pour lui-même. Il lui faut donc un maître qui batte en brèche sa volonté particulière et la force à obéir une volonté universelle valable, grâce à laquelle chacun puisse être libre. (Kant, 1998, p. 67).

De cette pensée de Kant, il ressort que pour réussir véritablement le vivre ensemble, l'homme doit avoir nécessairement un maître, c'est-à-dire une personne ou une autorité exerçant une domination, de manière à élever en lui l'humain particulier à l'universel. De là, la politique apparaît comme un fait purement naturel, rendu nécessaire par le souci du vivre ensemble qu'ont les hommes. Or, le rêve platonicien de « roi philosophe » et de « philosophe roi » s'est aujourd'hui évanoui. Le pouvoir politique est de nos jours, plus l'affaire d'autres personnes que du philosophe. Et si le philosophe accède au pouvoir c'est en tant que citoyen jouissant de son droit politique et non comme philosophe. C'est donc cette dynamique que Kant entend trancher clairement le problème : « On ne doit pas s'attendre à ce que des rois se mettent à philosopher ou que les philosophes deviennent rois ; ce n'est pas non plus désirable parce que détenir le pouvoir corrompt inévitablement le libre jugement de la raison. (Kant, 1982, p. 51).

Pour Kant, il n'est même pas souhaitable que le philosophe exerce le pouvoir car celui-ci corrompt le sens critique de la raison. Autrement dit, on ne peut pas être à la fois théoricien, c'est-à-dire philosophe et praticien, c'est-à-dire roi de la politique ; comme on ne peut être entièrement à la fois observateur et acteur. Ainsi, l'on comprend aisément que la philosophie se sépare de la nécessité supposée du pouvoir : contrairement à Platon, philosophie et pouvoir se distinguent chez Kant : le philosophe marche aux côtés du politique : « en portant le flambeau pour apporter de la lumière dans ses affaires » (Chatelet, 1965, p.245). Et il poursuit en affirmant encore ceci : « Nais que des rois ou des peuples rois (qui se gouvernent eux-mêmes, d'après des lois d'égalité) ne permettent pas que la classe des philosophes disparaisse ou devienne muette et les laissent au contraire s'exprimer librement, voilà qui est aux uns comme aux autres indispensable pour apporter de la lumière à leurs affaires. » (Kant, 1982, p. 52).

En clair, selon Kant, la Philosophie conduit moins au trône qu'elle n'éclaire l'action politique. Son rôle essentiel est plutôt réflexif et critique, car point n'est besoin d'être philosophe pour accéder au pouvoir, mais le philosophe est indispensable pour voir clair en l'action politique et la mieux conduire. Si le fait de philosopher est donc un rôle essentiellement philosophique, ici, c'est bien un rôle critique.

Telle est, en substance, la thèse défendue par Kant contre le « rêve platonicien ». Mais que reste du modèle politique proposé par Platon, au-delà de ces critiques ?

6. Survivance du modèle platonicien

Si le modèle politique défini par Platon a pu traverser plusieurs âges de l'humanité jusqu'à aujourd'hui, nonobstant les critiques acerbes auxquelles il a été soumis, c'est qu'il renferme quelque chose de particulier. On le voit, la communauté des fonctions entre l'homme et la

femme proposée par Platon au V^{ème} avant notre ère est devenue aujourd'hui une réalité. Les luttes menées par les femmes à travers le monde pour leur émancipation, s'inscrivent effectivement dans la droite ligne du schéma de la conception platonicienne de la justice. C'est du moins ce qu'a pu faire remarquer François Châtelet en ces termes : « L'accession de l'homme et de la femme pour les mêmes fonctions, doivent aujourd'hui une réalité. L'homme et la femme ont droit aux mêmes fonctions professionnelles, politiques et éducatives ».

Quant à ce qui concerne sa fameuse idée sur la division des classes, il y a lieu de dire que le monde contemporain est en train de réaliser ce modèle d'organisation politique et administrative dont les bases ont été jetées par Platon. De nos jours, presque toutes les sociétés du monde sont structurées en classes sociales, s'occupant chacune de rôles spécifiques.

Il s'agit d'abord de la couche agro-pastorale, à laquelle il faut ajouter les activités extractives des matières premières, beaucoup plus connues sous le nom générique de secteur primaire, auquel il faut ajouter le secteur secondaire qui regroupe en son sein l'ensemble des activités économique, c'est-à-dire commerciales, industrielles. Ce secteur s'occupe uniquement de la transformation des matières brute ou premières en produits manufacturés ou en de consommation, ainsi que leur commercialisation. Partout à travers le monde, ce sont ces deux secteurs fondus dans une et même classe, qui s'occupent de l'équipement et de l'alimentation des citoyens, exactement comme l'avait projeté Platon dans la République.

Ensuite, vient la classe des courageux ou des militaires. Ensuite nul ne peut ignorer de nos jours que pour préserver la liberté de toutes les agressions extérieures, il faut nécessairement disposer d'une force de défense digne de ce nom. En d'autres termes, disposer d'une armée et des forces de défense capables d'assurer la sécurité et défendre l'intégrité territoriale. Même si aujourd'hui ceux-ci ont tendance à dévier ou à s'écarter de leur mission première. Tout est-il qu'ils sont formés pour défendre la partie sous toutes les formes.

Enfin il y a la classe dirigeante regroupant les administrateurs chargés de définir les politiques du développement et de veiller également à leur mise en application, pour le bien de tous. Comme on peut le constater, cette manière de structurer la société reflète ou rejoint le modèle proposé par Platon. En plus de cela, il ne faut pas perdre de vue l'aspect moral dont on a longuement parlé antérieurement et qui resurgit sous les termes de « bonne gouvernance », du « Respect des Droits de l'homme ». En effet, les valeurs que la compétence, la justice, la bonne moralité qu'incarne et défend le régime démocratique sont de quelques manières que ce soit, assorties de la conception platonicienne. Que dire alors de son communisme intégral ? Sans doute, nous pouvons dire que Platon fut le premier à imaginer cette forme de gouvernement où rien n'appartient à personne, c'est-à-dire tout appartient à tous, y compris les êtres humains. Ce souci de Platon, certes de nos jours, balayé du revers de mains, parce que jugé utopique et inconcevable, surtout dans le fond. Mais notons toutefois que sa forme a été reprise au XIX^{ème} siècle par Karl Marx avec un fond teinté d'un suicide réalisme.

CONCLUSION

Il y a bien encore d'autres aspects que Platon avait envisagés dans *la République* qu'on ne peut tout relayer ici. On veut s'en tenir à quelques points en dépit des critiques soulevées contre lui, pour réaffirmer la survivance de modèle politique qui continue d'animer l'actualité ou la contemporanéité politique de nos jours.

En somme, reprenons avec Alain que « Platon n'est pas idéaliste comme on le dit. Le monde de Platon n'est nullement un songe ; au contraire, dur comme le diamant et toujours le même. C'est notre avis qui est un songe, car nos souvenirs sont des ombres pâles. »

Bibliographie sommaire

- Aristote, *La politique*, Flammarion, Paris, 1993
- Freud (J), *L'essence du politique*, Flammarion, Paris, 1997
- Hobbes (T), *Le citoyen*, Flammarion, Paris, 1942
- Kalande (A), *Vocabulaire technique et critique de la philosophie*, PUF, Paris, 1926
- Kant (E), *Critique de la raison pure*, PUF, Paris, 1997
- Kant (E), *Idée d'une histoire universelle du point de vue cosmopolitique*, Aubier, Paris, 1982
- Kant (E), *Projet de paix perpétuelle*, Vin, Paris, 1982
- Machiavel (N), *Le Prince*, Edition Nathan, 1982
- Platon, *Apologie de Socrate*, Edition Nathan, Paris, 1991
- Platon, *La République*, Carnier, Flammarion, Paris, 1966
- Platon, *Phédon*, Flammarion, Paris, 1964
- Spinoza, *Traité politique*, Flammarion, Paris, 1966
- Spinoza, *Traité théologico-politique*, Flammarion, Paris, 1970
- Weber (M), *Le savant et le politique*, Union générale d'Ed, Paris, 1987